

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**ACTICOR BIOTECH**

Société anonyme au capital de 787.761,35 euros  
Siège social : Wojo Building, 82 avenue du Maine  
75014 Paris  
798 483 285 RCS Paris

**Avis de réunion valant avis de convocation.**

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont informés qu'ils sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire, le 25 octobre 2024 à 9 heures, au siège social situé Wojo Building, 82 avenue du Maine, 75014 Paris (**salle au 7<sup>ème</sup> étage**), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour indiqué ci-après :

***Ordre du jour.******De la compétence de l'assemblée générale ordinaire :***

- Rapports du Conseil d'administration
- Rapports des Commissaires aux comptes
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2023 (1<sup>ère</sup> résolution)
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023 (2<sup>ème</sup> résolution)
- Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce (3<sup>ème</sup> à 5<sup>ème</sup> résolutions)
- Renouvellement du mandat de Monsieur Alain Munoz en qualité d'administrateur (6<sup>ème</sup> résolution)
- Renouvellement du mandat de Monsieur Gilles Avenard en qualité d'administrateur (7<sup>ème</sup> résolution)
- Renouvellement du mandat de Monsieur Jean-Pierre Cazenave en qualité d'administrateur (8<sup>ème</sup> résolution)
- Renouvellement du mandat de Newton Bio Capital I Pricaf Privée SA en qualité d'administrateur (9<sup>ème</sup> résolution)
- Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions (10<sup>ème</sup> résolution)

***De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :***

- Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une réduction de capital social par annulation des actions auto-détenues (11<sup>ème</sup> résolution)
- Modification des statuts (12<sup>ème</sup> résolution)

***De la compétence de l'assemblée générale ordinaire :***

- Pouvoirs pour les formalités (13<sup>ème</sup> résolution)

**Texte des projets de résolutions****Résolutions de la compétence de l'assemblée générale ordinaire**

**Première Résolution** (*Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2023*) - L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires,

connaissance prise des rapports (i) du Conseil d'administration et (ii) des Commissaires aux comptes,

**approuve** les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports,

**approuve**, en application de l'article 223 quater du Code général des impôts, les dépenses et charges non déductibles visées à l'article 39-4 dudit Code, d'un montant de 624.792 euros.

**Deuxième Résolution** (*Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023*) - L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires,

connaissance prise des rapports (i) du Conseil d'administration et (ii) des Commissaires aux comptes,

**approuve** la proposition du Conseil d'administration et après avoir constaté que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 font apparaître une perte de 16.866.092,17 euros,

**décide** de l'affecter en totalité au compte « Report à nouveau,

**constate**, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'aucune distribution de dividendes n'est intervenue au titre des trois derniers exercices.

**Troisième Résolution** (*Approbation d'une convention réglementée visée aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce (Gilles Avenard Biotech Consulting)*) - L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires,

connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et statuant sur ce rapport,

**approuve** (i) le renouvellement tacite du contrat de prestation de services conclu entre la Société et Gilles Avenard Biotech Consulting (GABC) et (ii) la conclusion d'un avenant audit contrat.

**Quatrième Résolution** (*Approbation d'une convention réglementée visée aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce (Ultrace Development Partner)*) - L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires,

connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et statuant sur ce rapport,

**approuve** (i) le renouvellement tacite du contrat de prestation de services conclu entre la Société et Ultrace Development Partner et (ii) la conclusion d'un avenant audit contrat.

**Cinquième Résolution** (*Approbation d'une convention réglementée visée aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce (Sophie Binay)*) - L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires,

connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et statuant sur ce rapport,

**approuve** la conclusion d'un avenant au contrat de travail de Madame Sophie Binay, directeur général délégué de la Société.

**Sixième Résolution** (*Renouvellement du mandat de Monsieur Alain Munoz en qualité d'administrateur*) - L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires,

constatant que son mandat d'administrateur vient à expiration à l'issue de la présente assemblée,

**décide** de renouveler Monsieur Alain Munoz, en qualité d'administrateur, pour une durée de trois ans, venant à expiration à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

**Septième Résolution** (*Renouvellement du mandat de Monsieur Gilles Avenard, en qualité d'administrateur*) - L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires,

constatant que son mandat d'administrateur vient à expiration à l'issue de la présente assemblée,

**décide** de renouveler Monsieur Gilles Avenard, en qualité d'administrateur, pour une durée de trois ans, venant à expiration à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

**Huitième Résolution** (*Renouvellement du mandat de Monsieur Jean-Pierre Cazenave, en qualité d'administrateur*) - L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires,

constatant que son mandat d'administrateur vient à expiration à l'issue de la présente assemblée,

**décide** de renouveler Monsieur Jean-Pierre Cazenave, en qualité d'administrateur, pour une durée de trois ans, venant à expiration à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

**Neuvième Résolution** (*Renouvellement du mandat de Newton Bio Capital I Pricaf Privée SA, en qualité d'administrateur*) - L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires,

constatant que son mandat d'administrateur vient à expiration à l'issue de la présente assemblée,

**décide** de renouveler Newton Bio Capital I Pricaf Privée SA, en qualité d'administrateur, pour une durée de trois ans, venant à expiration à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

**Dixième Résolution** (*Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions*) - L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires,

connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,

conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce,

**autorise** le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à acquérir un nombre d'actions de la Société ne pouvant excéder 10 % du nombre total d'actions composant le capital social à la date de rachat par la Société ; étant précisé que lorsque les actions sont achetées dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte dans le calcul de la limite de 10 % correspond au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation,

**décide** que l'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourra être effectué par tous moyens, en une ou plusieurs fois, notamment sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, of fres publiques, en ayant recours à des mécanismes optionnels ou dérivés, dans les conditions prévues par les autorités de marché et dans le respect de la réglementation applicable,

**décide** que le prix unitaire maximum d'achat des actions (hors frais et commission) ne devra pas être supérieur à 21,36 euros, sous réserve d'ajustements destinés à prendre en compte l'incidence de nouvelles opérations sur le capital de la Société, notamment de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, dans la limite d'un montant maximum susceptible d'être payé par la Société dans le cadre de la présente autorisation égal à 3.000.000 d'euros ;

**décide** que cette autorisation d'opérer sur les propres actions de la Société est conférée aux fins de :

- assurer la liquidité des titres de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation ; et/ou
- honorer des obligations liées à des plans d'options d'achat d'actions, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés et dirigeants de la Société ou des sociétés qui lui sont liées ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations dans les conditions et conformément aux dispositions prévues par les lois et règlements applicables ; et/ou
- remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations dans les conditions et conformément aux dispositions prévues par les lois et règlements applicables ; et/ou
- acheter des actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ; et/ou
- annuler tout ou partie des titres ainsi rachetés, sous réserve de l'adoption de la 11<sup>ème</sup> résolution ci-dessous et, alors, dans les termes qui y sont indiqués ; et/ou
- réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur ; et/ou
- plus, généralement, d'opérer tout but qui viendrait à être autorisé par la loi ou toute pratique de marché qui viendrait à être admise par les autorités de marché, étant précisé que, dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué ;

**décide** que le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% de son capital,

**décide** que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente autorisation, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, en particulier pour juger de l'opportunité de lancer un programme de rachat et en déterminer les modalités, de passer tous ordres de bourse, signer tous actes de cession ou transfert, conclure tous accords, tous contrats de liquidité, tous contrats d'options, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de tout autre organisme, et toutes formalités nécessaires, notamment affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes formalités, et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire,

**décide** que la présente autorisation sera valable pendant une durée de dix-huit (18) mois, à compter de la présente assemblée,

**décide** que la présente autorisation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

### **Résolutions de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire**

**Onzième Résolution** (Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une réduction de capital social par annulation des actions auto-détenues) - L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise des rapports (i) du Conseil d'administration et (ii) des Commissaires aux comptes,

sous réserve de l'adoption de la 10<sup>ème</sup> résolution ci-dessus,

**autorise** le Conseil d'administration, conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à annuler, en une ou plusieurs fois, dans la limite maximum de 10 % du montant du capital social par périodes de vingt-quatre (24) mois, tout ou partie des actions acquises par la Société et à procéder, à due concurrence, à une réduction du capital social, étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital social qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations qui l'affecteraient postérieurement à la date de la présente assemblée,

**décide** que l'excédent éventuel du prix d'achat des actions sur leur valeur nominale sera imputé sur les postes de primes d'émission, de fusion ou d'apports ou sur tout poste de réserve disponible, y compris la réserve légale, sous réserve que celle-ci ne devienne pas inférieure à 10 % du capital social de la Société après réalisation de la réduction de capital,

**décide** que ces opérations pourront être effectuées à tout moment, y compris, dans les limites permises par la réglementation applicable, en période d'offre publique sur les titres de la Société,

**confère** tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de procéder à la réduction de capital par annulation des actions, d'arrêter le montant définitif de la réduction de capital, d'en fixer les modalités et en constater la réalisation, d'imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sur tous postes de réserves et primes disponibles et, plus généralement, d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue de rendre définitives la ou les réductions de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation et à l'effet de modifier en conséquence les statuts de la Société,

**décide** que la présente autorisation sera valable pendant une durée de dix-huit (18) mois, à compter de la présente assemblée,

**décide** que la présente autorisation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

**Douzième Résolution** (*Modification des statuts*) - L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,

**décide** une modification des statuts afin de prévoir que le remplacement des administrateurs par rotation n'est qu'une simple faculté.

### Résolutions de la compétence de l'assemblée générale ordinaire

**Treizième Résolution** (*Pouvoirs pour les formalités*) - L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires,

**donne** tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

\*       \*

\*

### I. Formalités préalables pour participer à l'Assemblée Générale.

Les actionnaires peuvent prendre part à cette Assemblée Générale quel que soit le nombre d'actions dont ils sont propriétaires, nonobstant toutes clauses statutaires contraires.

Il est justifié du droit de participer aux assemblées générales de la Société par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application de l'article R. 22-10-28 du Code de Commerce, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, soit le **23 octobre 2024** à zéro heure, heure de Paris :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par son mandataire Uptevia (**Service Assemblées Générales, 90 – 110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex**),
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

L'inscription en compte des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité doit être constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier et annexée au formulaire de vote par correspondance ou de procuration (« **Formulaire unique de vote** »), ou encore, à la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

L'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'aurait pas reçu sa carte d'admission le **deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, soit le 23 octobre 2024, à zéro heure, heure de Paris** devra demander une attestation de participation permettant de justifier de sa qualité d'actionnaire le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à son intermédiaire financier. Il sera invité à se présenter le jour de l'Assemblée Générale, munis d'une pièce d'identité.

Les représentants légaux d'actionnaires incapables et les représentants des personnes morales actionnaires peuvent être tenus de justifier leur qualité par production d'une expédition de la décision de justice ou d'un extrait certifié conforme de la décision des associés ou du conseil les ayant nommés.

## II. Modalités de participation à l'Assemblée Générale.

### 1. Pour assister personnellement à l'Assemblée Générale

Les actionnaires, désirant assister à l'Assemblée Générale, devront demander leur carte d'admission l'une des façons suivantes :

#### A. Par voie postale

- **Pour l'actionnaire nominatif** : il devra compléter le Formulaire unique de vote, joint à la convocation qui lui sera adressé, en précisant qu'il souhaite participer à l'Assemblée générale et obtenir une carte d'admission puis le renvoyer daté et signé à Uptevia à l'aide de l'enveloppe T jointe à la convocation ;
- **Pour l'actionnaire au porteur** : il lui appartient de demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte-titres qu'une carte d'admission lui soit adressée.

Les demandes de carte d'admission des actionnaires, nominatifs ou au porteur, devront être réceptionnées par Uptevia, trois jours avant l'Assemblée, au plus tard, selon les modalités indiquées ci-dessus.

#### B. Par voie électronique

- **Pour l'actionnaire détenant ses actions au nominatif (pur et administré)** : l'actionnaire au nominatif pourra accéder au site VOTACCESS via l'Espace Actionnaire d'Uptevia à l'adresse <https://www.investor.uptevia.com> :
  - les actionnaires nominatif pur devront se connecter à l'Espace Actionnaire avec leurs codes d'accès habituels. Leur identifiant de connexion sera rappelé sur le formulaire de vote par correspondance ;
  - les actionnaires nominatif administré devront se connecter à l'Espace Actionnaire à l'aide de l'identifiant de connexion internet rappelé sur le formulaire de vote.

Après s'être connecté à son Espace Actionnaire, l'actionnaire nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander sa carte d'admission.

- **Pour l'actionnaire au porteur** : il appartient à l'actionnaire au porteur de se renseigner afin de savoir si son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte-titres est connecté ou non au site VOTACCESS et, le cas échéant, prendre connaissance des conditions d'utilisation du site VOTACCESS. Si l'intermédiaire financier de l'actionnaire est connecté au site VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail Internet de son intermédiaire financier avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander sa carte d'admission.

Le site Internet VOTACCESS pour cette Assemblée Générale sera ouvert à compter du **7 octobre 2024** à 10 heures (heure de Paris) jusqu'à la veille de l'Assemblée Générale soit le **24 octobre 2024** à 15 heures (heure de Paris).

**Afin d'éviter tout encombrement éventuel du site Internet, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée pour saisir ses instructions.**

### 2. Pour voter par procuration ou par correspondance

A défaut d'assister personnellement à cette Assemblée Générale, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- adresser une procuration au Président de l'Assemblée Générale ;
- donner une procuration écrite et comportant les informations légalement requises à un autre actionnaire, à son conjoint ou au partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, ou à toute autre personne physique ou morale de son choix ;
- voter par correspondance.

#### A. Par voie postale

Les Formulaire unique de vote sont adressés automatiquement aux actionnaires inscrits en compte nominatif pur ou administré par courrier postal.

- **Pour les actionnaires au nominatif** : l'actionnaire au nominatif devra compléter le Formulaire unique de vote, joint à la convocation qui lui sera adressé, en précisant qu'il souhaite se faire représenter ou voter par correspondance puis le renvoyer daté et signé à Uptevia à l'aide de l'enveloppe T jointe à la convocation ou par voie électronique à l'adresse suivante : [ct-mandataires-assemblees@uptevia.com](mailto:ct-mandataires-assemblees@uptevia.com) ;

- **Pour les actionnaires au porteur** : l'actionnaire au porteur devra demander à son intermédiaire financier, qui assure la gestion de son compte de titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée.

Pour être pris en compte, les Formulaires uniques de vote, dûment complétés et signés, devront parvenir à Uptevia trois jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale, soit le 22 octobre 2024.

**B. Par voie électronique**

Les actionnaires peuvent transmettre leurs instructions de vote, ou donner ou révoquer une procuration au président de l'Assemblée Générale ou à un autre actionnaire, à son conjoint ou au partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, ou à toute autre personne physique ou morale de son choix, par Internet, avant l'Assemblée Générale, sur le site VOTACCESS dédiée à l'Assemblée Générale dans les conditions décrites ci-après :

- **pour les actionnaires détenant leurs actions au nominatif (pur et administré)** : l'actionnaire au nominatif pourra accéder au site VOTACCESS via leur Espace Actionnaire à l'adresse <https://www.investor.uptevia.com> :
  - les actionnaires au nominatif pur devront se connecter à leur Espace Actionnaire avec leurs codes d'accès habituels. Leur identifiant de connexion sera rappelé sur le Formulaire unique de vote ;
  - les actionnaires au nominatif administré devront se connecter à leur Espace Actionnaire à l'aide de l'identifiant de connexion internet rappelé sur le formulaire de vote.

Après s'être connecté à son Espace Actionnaire, l'actionnaire au nominatif, pur et administré, devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire.

- **pour les actionnaires au porteur** : il appartient à l'actionnaire au porteur de se renseigner afin de savoir si son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte-titres est connecté ou non au site VOTACCESS et, le cas échéant, prendre connaissance des conditions d'utilisation du site VOTACCESS.

Si l'intermédiaire financier est connecté au site VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail Internet de son intermédiaire financier avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire. Il est précisé que seuls les actionnaires au porteur, dont l'intermédiaire financier a adhéré au site VOTACCESS pourront voter (ou désigner ou révoquer un mandataire) en ligne.

Si l'intermédiaire financier de l'actionnaire n'est pas connecté au site VOTACCESS, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut toutefois être effectuée par voie électronique conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du Code de commerce en envoyant un courriel à l'adresse électronique suivante : [ct-mandataires-assemblees@uptevia.com](mailto:ct-mandataires-assemblees@uptevia.com). Ce courriel doit comporter en pièce jointe une copie numérisée du formulaire de vote par procuration précisant les nom, prénom, adresse et références bancaires complètes de l'actionnaire ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué, accompagné de l'attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité.

Pour pouvoir être prises en compte par la Société, les désignations ou les révocations de mandats exprimées par voie électronique devront être reçues au plus tard la veille de l'Assemblée Générale, à 15 heures, heure de Paris. Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandat pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et/ou traitée.

Le site Internet VOTACCESS pour cette Assemblée Générale sera ouvert à compter du **7 octobre 2024** à 10 heures (heure de Paris) jusqu'à la veille de l'Assemblée Générale soit le **24 octobre 2024** à 15 heures (heure de Paris).

**Afin d'éviter tout encombrement éventuel du site Internet, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée pour saisir ses instructions.**

La procuration donnée par un actionnaire est révocable dans les mêmes formes que celles requises pour la désignation du mandataire.

Les actionnaires qui auront envoyé une demande de carte d'admission, un pouvoir ou un formulaire de vote par correspondance ne pourront plus changer de mode de participation à l'Assemblée Générale. Les actionnaires qui ont déjà exprimé leur vote à distance ou envoyé un pouvoir peuvent à tout moment céder tout ou partie de leurs actions. Cependant, si le transfert de propriété intervient avant le 11 septembre 2024 à zéro heure (heure de Paris), la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, son intermédiaire notifiera le transfert de propriété à la Société ou à son mandataire et lui transmettra les informations nécessaires. Aucun transfert de propriété réalisé après **le 23 octobre 2024** à zéro heure (heure de Paris), quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifié par l'intermédiaire ou prise en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.



### III. — Questions écrites.

Les actionnaires peuvent poser des questions écrites à la Société conformément aux articles L. 225-108 et R. 225-84 du Code de Commerce. Ces questions doivent être adressées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante : Acticor, Wojo Building, 82 avenue du Maine, 75014 Paris, ou par voie électronique à l'adresse suivante [investisseurs@acticor-biotech.com](mailto:investisseurs@acticor-biotech.com), au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, **soit le 21 octobre 2024**. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

### IV. — Demande d'inscription de projets de résolutions ou de points à l'ordre du jour.

Les demandes motivées d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions légales en vigueur, doivent être adressées au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et être réceptionnées **au plus tard vingt-cinq jours** avant la tenue de l'Assemblée Générale. Ces demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte justifiant de la possession ou de la représentation par les auteurs de la demande de la fraction du capital exigée par l'article R. 225-71 du Code de Commerce. La demande d'inscription de projets de résolutions est accompagnée du texte des projets de résolutions qui peuvent être assorties d'un bref exposé des motifs.

Il est en outre rappelé que l'examen par l'Assemblée Générale des points à l'ordre du jour ou des résolutions qui seront présentés est subordonné à la transmission par les intéressés, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, **soit le 23 octobre 2024**, à zéro heure, heure de Paris, d'une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte de leurs titres dans les mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

### V. — Droit de communication.

Les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de cette Assemblée Générale, seront disponibles, dans les délais légaux, au siège social de la Société et sur son site internet (<https://fr.acticor-biotech.com/>) ou transmis sur simple demande adressée à Uptevia.

Le présent avis vaut avis de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour ou aux projets de résolutions.

Le Conseil d'administration